

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Du 4 octobre 1885

Coalition socialiste révolutionnaire

Ferdinand Gambon, ancien membre de la Commune, député sortant;
Ed. Vaillant, ancien membre de la Commune, conseiller municipal de Paris.
Henri Rochefort;
Benjamin Flotte;
Boulé, conseiller prud'homme ouvrier, tailleur de pierres;
Emile Eudes, ancien membre de la Commune;
Jules Guesde;
Andrieux, forgeron en voitures;
Lissagaray;
B. Malon, ancien membre de la Commune;
Drain, conseiller municipal de Saint-Ouen;
S. Dereure, cordonnier, ancien membre de la Commune;
Granger, secrétaire de la Ligue pour l'abolition de l'armée permanente;
Albert Goullé;
Henri Place, déporté de 1871;
Ernest Vaughan, rédacteur de *l'Intransigeant*;
Paul Lafargue;
E. Chauvière, typographe;
Gabriel Deville;
Henri Brissac, transporté de 1871;
Bergerol, secrétaire général de la Fédération des groupes socialistes de la Libre-Pensée;
Ernest Roche;
Daniel, modeleur;
E. Fournière;
Maës, rédacteur de la *Bataille*.
G. Crépin, caoutchoutier;
Tessier, adjoint au maire de Montreuil;
Rysto, ébéniste;
Blanch, coupeur en chaussures;
Gerdy, mécanicien, déporté de 1871;
Ponchet, menuisier, détenu politique
Breuil, correcteur typographe,
Nourrit, transporté de Juin;
D^r Etienne Susini;
Boisse, cocher;
Oury, sculpteur sur pierre;
Odin, relieur-gainier;
Cocheri, employé de commerce;

LE GACHIS RADICAL

Si le radicalisme a été long à choisir ses candidats, nous ne perdons pas pour avoir attendu. Comptant sur la majorité dans le département de la Seine, les radicaux nous ont, pendant toute une semaine, offert le spectacle de tripotages écœurants, de bassesses honteuses, de marchés scandaleux. Ils auraient bien voulu n'avoir qu'une seule liste : le succès aurait été plus sûr. Mais comment, avec trente-huit places, satisfaire toutes les avidités? Aussi est-ce dans le gâchis le plus complet qu'est tombé le parti des crocheteurs de députation. Les listes abondent.

Liste de *l'Intransigeant* qui, à côté de quelques choix excellents, a inscrit des individus que le citoyen Rochefort regrettera, avant longtemps, d'avoir fait arriver — s'ils arrivent, et recueilli certains candidats orphelins privés de leur soutien naturel.

Liste du Comité central, où les Michelin et les Maujan ont appelé à eux les guitaristes de l'autonomie communale, et sur laquelle les grotesques déplorables connus à la Cattiaux coudoient les plus prétentieuses médiocrités cherchant vainement à se faire connaître.

Liste du Comité départemental ou des dupés recalculants. Embauché par les amis directs de M. Clémenceau pour détraquer le comité Maujan, le département a été congédié une fois la besogne accomplie. Il est furieux de n'avoir été payé de ses services qu'en monnaie de singe et il se venge.

Liste de la presse radicale, ralliée à Clémenceau, qui se réclame pour grossir aux yeux des naïfs le nombre de ses partisans, d'un journal mort, d'un journal qui n'a jamais vécu et de deux journaux qui ne vivent guère.

Liste de la fédération républicaine radicale, dont les

frais sont faits par quelques négociants obscurs. Ils se sont glissés au milieu de notoriétés opportunistes et radicales plus ou moins honorables, et se flattent de décrocher le mandat législatif grâce à cette malice cousue d'or.

Liste de la *Lanterne*, mise par l'homme de toutes les sales affaires, le sieur Mayer, toujours à vendre et toujours vendu, au service des Brisson et des Allain-Targé, qui savent ce que cela leur coûte.

Encore laissons-nous de côté deux tentatives industrielles et commerciales, fort peu économiques peut-être pour leurs lanceurs, dont l'habileté professionnelle à faire l'article n'empêchera pas l'écrasant échec. Nous ne parlons pas non plus des combinaisons très intéressées de *l'Événement* et de la *France* associant les chèvres ministérielles et les choux radicaux.

En présence de ces divisions, quelle belle campagne les socialistes révolutionnaires auraient pu mener si, au lieu de passer le temps à se tirer dessus, au lieu de dépenser leurs forces à se combattre, ils avaient tous ensemble dirigé leurs coups contre l'ennemi commun!

Il est un fait à constater. Pas une fois l'initiative de ces discussions intestines n'a été prise par les membres des groupes adhérant à la Coalition socialiste révolutionnaire; tandis qu'ils avaient soin de se placer sur le terrain des idées, ils étaient en butte aux attaques personnelles.

Il n'aurait pas été trop de toutes nos forces pour démasquer les charlatans politiques qui, en quête de suffrages, s'ingénient à tromper la masse électorale sur la qualité de leurs opinions. Ceux-ci, les opportunistes, se sont déguisés en radicaux progressistes, ceux-là, les radicaux, se sont affichés socialistes et ils se sont torturé la cervelle pour servir aux électeurs un socialisme particulier qui n'est qu'une réédition du civet sans lièvre.

Nous, au contraire, pour pouvoir nous dire socialistes, nous n'avons pas besoin de fausser le mot, d'imaginer des définitions jésuitiques. Nous prenons le terme socialisme dans l'acception propre que sa dérivation comporte. Nous sommes socialistes parce que nous voulons consacrer le caractère social des conditions matérielles actuelles de vie, parce que nous voulons socialiser les moyens de satisfaire les besoins humains, les moyens de production.

Pourquoi nous sommes socialistes, comment nous pourrions atteindre le but que nous poursuivons, voilà ce que, pour notre part, nous avons tâché d'expliquer durant cette période électorale; et ce n'est pas notre faute si nous avons dû parfois nous détourner de cette propagande pour répondre à de sottises accusations particulières.

Quoique ces funestes diversions ne nous aient pas permis de bénéficier, comme nous aurions pu le faire, du gâchis radical, nous comptons que le prolétariat tiendra demain à honneur de justifier le renom révolutionnaire de notre cher Paris. De ce scrutin sortiront, en tous cas, des enseignements dont il faut espérer que tous les socialistes sauront à l'avenir profiter.

UNE EXPLICATION

Au lieu de combattre la bourgeoisie opportuniste ou radicale, la fraction possibiliste s'est surtout efforcée de nuire à la Coalition socialiste révolutionnaire. Dans sa campagne de dénigrement elle n'a reculé devant aucune vilénie. Un de ses arguments favoris a été que le *Socialiste* était composé par des femmes. Il faut bien nous expliquer à cet égard, puisque nous sommes en face de gens qui s'abaissent jusqu'à user de pareilles armes.

Et d'abord, en principe, nous ne sommes pas plus adversaires du travail des femmes que de l'emploi des machines. En effet, si la machine peut et doit libérer l'homme du travail pénible, le travail industriel soustraira la femme à la dépendance masculine en la dispensant de la nécessité de trafiquer de son sexe pour suffire à ses besoins. Ce que nous combattons, ici comme partout, c'est l'exploitation capitaliste qui a fait de ces instruments d'émancipation des engins d'asservissement : retournée contre l'ouvrier dont elle accomplit la besogne, la machine sert à diminuer non son labeur mais son salaire; annexée à l'atelier, la femme fait sur le marché du travail concurrence à l'homme dont elle tend ainsi à abaisser la rétribution.

Mais, quels que soient ses défauts, on ne saurait s'abs-

traire de la société dans laquelle on vit et, tout en cherchant à l'améliorer, on est contraint de s'adapter à sa manière d'être. Or, dans l'ordre social, il est deux situations bien distinctes, celle de détenteurs de moyens de production et celle de consommateurs de produits.

On a raison de flétrir les premiers lorsque, par cupidité, ils aggravent la position déjà précaire de leurs salariés; car lorsqu'ils s'en tiennent à ce qu'on peut appeler le degré normal d'exploitation, la faute incombe non à eux détenteurs de moyens de production, patrons, en tant qu'individus, mais aux rapports économiques existant dont les individus ne sont que les créatures. Quant aux seconds, aux consommateurs de produits, on serait mal venu à leur reprocher de s'inquiéter plutôt des meilleurs prix possibles que des conditions de la production, alors que agir autrement serait, de leur part, jouer bénévolement un rôle de dupe sans profit pour les travailleurs exploités.

Qu'il se montre celui qui peut prouver que, ayant un vêtement, un produit quelconque à acheter, il a subordonné son achat non au bon marché de l'article, mais au taux du salaire des ouvriers producteurs. Or, pourquoi quelques-uns devraient-ils faire pour ce produit qu'est le journal, ce que personne ne fait pour les autres articles de production?

Voulant fonder un journal, sans intention de bénéfices puisque la rédaction n'est pas rémunérée, dans un but unique de propagande des idées socialistes, et la richesse n'étant généralement pas le lot des partis socialistes, nous nous sommes enquis du prix demandé par les divers fabricants de journaux. Avant l'apparition, les offres les moins coûteuses sont venues, exactement identiques, d'un imprimeur occupant des non syndiqués et d'un imprimeur occupant des femmes. C'est à ce dernier que nous avons donné la préférence, n'étant pas systématiquement hostiles au travail des femmes, voyant là pour certaines d'entre elles la possibilité de gagner 6 et 8 fr. par jour quand, dans la couture, par exemple, elles n'obtiennent que quarante ou cinquante sous, et jugeant que, si le syndicat typographique a le tort de ne pas recevoir les femmes au même titre que les hommes, de les repousser de parti pris de la corporation, nous ne sommes nullement obligés d'avoir tort avec lui.

Donc, lorsque, à la suite de tous les consommateurs, nous aurions pu n'envisager que la question de bon marché, nous avons, conséquents avec nos principes, fait entrer en ligne de compte d'autres considérations.

D'ailleurs, ce qui prouve que le prix que nous payons est, à leur point de vue, suffisamment élevé, c'est que, aussitôt après le premier numéro, des syndiqués nous ont proposé de nous faire le journal dans ces mêmes conditions.

En tout cas, on suppose évidemment que ceux qui, contre nous, sont si chatouilleux en faveur des syndiqués, n'ont à ce sujet rien sur la conscience. Il semble que, pour avoir le droit d'être aussi sévère, il faut avoir au moins soi-même l'innocence du jésuite qui vient de naître. Eh! bien, voici des faits.

Il y a quatre à cinq mois les chefs possibilistes, Brousse et Marouck en tête, tentèrent de s'emparer du journal *la Bataille*, que son entrepreneur, M. Périnet, faisait composer par des sarrasins. Ils acceptèrent parfaitement cet état de choses; M. Joffrin, dans un congrès régional possibiliste qui se tenait en ce moment à Paris, présenta cette entrée dans un journal fabriqué de la sorte comme un triomphe pour le parti; le typographe Allemane et autres possibilistes se gardèrent bien de protester.

Ce sont là les gens qui nous accusent aujourd'hui. Quand un possibiliste, faisant son métier de possibiliste, lance une calomnie, une imputation contre quelqu'un, on peut être certain qu'il a toujours commis ou ratifié l'acte qu'il blâme chez les autres. Et il se rencontre des citoyens assez niais pour se laisser prendre à une pareille mauvaise foi!

En résumé, nous avons fait pour le produit journal ce que chacun, dans sa sphère, fait journalièrement pour n'importe quel produit; pourquoi y aurait-il une exception au profit des typographes qui ne pratiquent pas — et ne peuvent pas pratiquer — pour les autres, par exemple, en matière d'habillement, pour les tailleurs également en butte à l'avisement des prix et à l'exploitation des femmes, ce qu'ils prétendent exiger chez les autres pour eux-mêmes? Nous ne nous sommes pas, néanmoins, mis en contradiction avec notre programme qui admet à salaire égal le travail des femmes. Enfin, nous ne voyons pas par quel motif ce qui est toléré aux uns serait défendu aux autres et nous rappelons que, si faute il y a, nous nous bornons à imiter de loin les possibilistes qui ont eu, eux, impunément recours à des sarrasins.

Mais que penser de ceux qui, dans une lutte électorale, n'ont trouvé que cette campagne de délation inepte à leur portée.

LA DETTE PUBLIQUE

ET SA SUPPRESSION

Quelle que soit la nature plus ou moins infamante et frauduleuse des origines de la dette publique, son service exige le maintien d'impôts si écrasants, qu'ils dépouillent les travailleurs d'une partie de leur salaire, qu'ils augmentent les prix de revient des produits industriels et agricoles, et qu'ils infériorisent, par conséquent, la France industrielle et agricole dans la lutte de concurrence internationale. Le danger d'une dette publique aussi colossale que celle de la France est une des plus sérieuses préoccupations de la bourgeoisie; depuis nombre d'années, elle essaye de la réduire par des conversions et des amortissements.

La conversion, en dépit des artifices de langage dont la parent les hommes politiques qui la pratiquent, n'est en définitive qu'une banqueroute partielle et déguisée. La conversion est préjudiciable surtout aux petits capitalistes. Les banquiers et les agioteurs dont l'influence sur le gouvernement et les Chambres est toute puissante, ne permettent la conversion qu'après s'être débarrassés des rentes convertissables dont ils ont fait auparavant monter le cours par des tripotages de Bourse. Ainsi, le 5 0/0 que M. Tirard a réduit à 4 1/2 0/0 fut acheté à 80 francs et revendu par les banquiers à 110 et 115 francs; sa conversion fut permise seulement lorsque les banquiers eurent écoulé à ce haut cours leurs titres de rente parmi les petites gens que les Say et autres compères avaient solennellement rassurés contre toute conversion imminente.

Le deuxième mode de réduction de la dette, l'amortissement, est une frime impudente; Napoléon I^{er} se servait ouvertement de la caisse d'amortissement, non pour amortir, mais pour accroître la dette.

Depuis 1852 que fonctionne sérieusement la caisse d'amortissement, elle a amorti 83 millions de rente; mais, de 1852 à 1883, la dette s'est accrue de 759 millions de rentes. En 1796 la dette était de 40 millions de rente, depuis lors elle n'a cessé de croître et d'enlaidir, en dépit de toutes les conversions et de tous les amortissements. Et la dette ira ainsi croissant et enlaidissant; M. Tirard, en même temps qu'il annonçait la réduction de la dette de 35 millions de rente par la conversion du 5 0/0, exposait la nécessité d'un nouvel emprunt qui augmente la dette d'une cinquantaine de millions de rente.

L'accroissement de la dette est une fatalité, car « les emprunts, écrit Marx, qui mettent le gouvernement à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur le champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées, contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne dont les impôts sur les objets de première nécessité formaient, dès le début, le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. » Par conséquent, à moins de vouloir borner l'avenir de la France à l'horizon d'une dette sans cesse grandissante, il faut commencer à envisager la nécessité de la suppression de la dette publique.

Les conversions dépouillent les petits capitalistes; mais la suppression de la dette bénéficiera aux salariés et aux petites gens et ne blessera que les banquiers et gros capitalistes. En effet, pour payer le un milliard 300 millions qu'exige maintenant le service de la dette publique, l'Etat impose annuellement les 37 millions d'habitants d'une somme de 35 francs par tête; or, 35 francs représentent un capital de 933 francs placé en rentes 3 0/0 au cours actuel de 80 francs; une famille de quatre membres paye donc, pour le service de la dette, 140 francs d'impôts; or, 140 fr. représentent un capital de 3,733 fr. placé en rentes 3 0/0; combien peu nombreuses sont les familles possédant un capital de 3,733 fr., placé en rentes sur l'Etat. La suppression de la dette déchargerait chaque habitant de 35 francs d'impôts; elle constituerait à chaque famille de quatre personnes une rente annuelle de 140 francs.

Mais il est de mince importance que la suppression de la dette soit bénéficiaire aux uns et préjudiciable aux autres; le moment arrivera où sa suppression s'imposera nécessairement; et il faudra l'exécuter sans tenir compte d'aucune considération philanthropique. Il est donc du devoir des révolutionnaires du Parti ouvrier d'agiter dans le public la nécessité de la suppression de la dette publique, afin d'y préparer les esprits.

La révolution bourgeoise du dix-huitième siècle s'ouvrit au cri de *pas de banqueroute*, et le 9 vendémiaire an VI (1798) le Directoire faisait banqueroute

des deux tiers de la dette. La révolution prolétarienne du dix-neuvième siècle proclamera et accomplira la suppression de la dette publique.

Bien que la dette publique de Paris, dite *dette municipale*, soit une petite affaire en comparaison de la dette publique de France, il est cependant important d'en dire quelques mots afin de rappeler aux conseillers municipaux qu'ils accablent d'impôts les Parisiens pour payer la rente des entretenus de la ville, et afin d'engager les groupes du parti à s'occuper des dettes publiques de leurs municipalités et de leurs communes respectives.

Le service de la dette municipale exige en chiffres ronds une moyenne annuelle de 100 millions, par conséquent près de cinq fois plus que les écoles qui n'exigent que 21 millions, et cinq fois plus que l'assistance publique qui n'exige que 19 millions.

Pour que les pensionnés de la ville touchent leurs cent millions de rentes, il faut que le Conseil municipal impose tout habitant de Paris d'une somme annuelle de 44 francs. Les Parisiens peuvent se vanter d'être les animaux les plus imposés de la création; tous les ans ils payent une somme de 79 francs par tête pour entretenir dans la joie les rentiers de l'Etat et de la ville.

L'octroi produit à lui seul plus que tous les autres impôts réunis; c'est l'impôt qui frappe spécialement et lourdement la classe ouvrière, puisqu'il surcharge le prix des denrées alimentaires et des objets de première nécessité. L'octroi n'est maintenu que pour que la ville puisse faire le service de la dette municipale.

Il en est de même, toutes proportions gardées, partout où l'octroi existe, et cette situation exige la suppression des dettes municipales, comme celle de la dette publique.

Avant le Scrutin

Quand paraîtront ces lignes les électeurs seront prêts à rendre leur verdict.

Que sera-t-il?

Point n'est besoin d'être prophète pour le prédire?

Si ceux qui, par leur travail, produisent ces richesses immenses qui font la fortune nationale, et ne reçoivent en échange qu'un maigre salaire, presque toujours insuffisant quand il ne fait pas complètement défaut; si tous les exclus du banquet social, travailleurs expropriés de leurs moyens d'existence par l'envahissement de la machine, petits industriels expropriés par la grande industrie, boutiquiers expropriés par les grands magasins, si tous ceux enfin que la centralisation financière et industrielle jette sur le pavé des rues et réduit à l'état de parias, avaient la conscience exacte de leur situation et de leur droit, ce verdict serait ce que nous voudrions qu'il fût.

Ils en finiraient une fois pour toutes, eux, les misérables, avec tous ces faiseurs de promesses si vite oubliées, avec tous ces tripoteurs d'affaires, avec tous ces jouisseurs qui les trompent depuis si longtemps. Mais nous ne sommes pas assez naïfs pour espérer qu'il en sera ainsi.

Non, comme il y a quatre ans, la masse confiera encore ses destinées à ceux qui se taillent dans sa misère une existence dorée et qui ont tout intérêt à la maintenir misérable.

Mais quelle que soit la fraction de la bourgeoisie qui sortira triomphante du scrutin, il ne faudra pas qu'elle se réjouisse bien fort de sa trop facile victoire.

Car le vote de confiance obtenu à force de mensonges et de palinodies, acheté à prix d'or, ne changera rien à sa situation.

La roche Tarpéienne est quelquefois bien près du Capitole. Et il y a bien de points noirs à l'horizon bourgeois...

Il y a quinze ans, l'objet empire lui aussi sortait triomphant du plébiscite, et moins de trois mois après il allait s'effondrer dans la boue sanglante de Sedan.

Allons, travailleurs, ouvrez donc enfin les yeux à la lumière; comprenez donc que ceux qui vivent grassement sans produire, qui s'enrichissent de votre travail, pas plus que les gens à leur solde, ne sauraient défendre vos intérêts, et votez pour les candidatures socialistes révolutionnaires.

L.

LETTE D'ESPAGNE

Madrid, le 29 septembre 1885.

La publication de votre journal a produit un excellent effet dans le parti ouvrier espagnol, ce qui est très naturel à cause de l'attention avec laquelle nous suivons tous les actes des socialistes français, et de l'influence que ces actes exercent et exerceront toujours parmi les socialistes des autres pays. L'apparition de journaux socialistes en France, à la veille des élections générales, a une importance immense, et nous comptons beaucoup sur son action pour que la campagne électorale démontre à la bourgeoisie française que la cause de la révolution, que le socialisme scientifique propagé par nous s'empare tous les jours davantage des cerveaux prolétariens.

Me proposant de mettre vos lecteurs au courant de ce qui se passe en Espagne d'intéressant pour les partisans de nos idées, je crois devoir commencer en rendant compte de la situation actuelle du parti socialiste ouvrier espagnol.

Ses forces ne sont pas nombreuses, son état n'est pas très florissant; mais cela ne l'empêche pas d'étendre de jour en jour le champ de son action, et d'augmenter, par suite, le nombre de ses adhérents. Deux causes principales entravent aujourd'hui les progrès de nos doctrines: la première est la politique régnante, profondément réactionnaire; l'autre, la crise de travail qui sévit sur tous les pays civilisés et qui, chez nous, fait des ravages épouvantables. A cela il faut ajouter l'épidémie cholérique, les tremblements de terre, etc., qui empêchent nos travaux de propagande et d'organisation de donner tous les résultats qu'on en obtiendrait dans une situation plus régulière. Cependant, comme la politique actuelle est appelée à être remplacée d'ici peu par une autre moins compressive, nous pouvons vous assurer qu'à cette époque les groupes importants de Madrid et Barcelone, et ceux moins nombreux de Valence, Séville, Malaga, Guadalajara, Tarragone, Mauresa, Burgos, Gracia, San Martin de Provensals, Villafranca del Panadès, etc., prendront un grand développement et porteront nos doctrines dans d'autres localités où elles sont presque inconnues, où elles n'ont pas encore été affirmées parmi les travailleurs. Dès maintenant, les groupes de Madrid et de Barcelone ont décidé qu'aussitôt la sortie des conservateurs du pouvoir, ils feraient une campagne orale très active. Il est probable que, avec cette campagne, coïncidera la publication à Madrid de *El Socialista* qui sera l'organe de notre parti.

Le mouvement sociétaire et surtout le mouvement de résistance, quoique lentement, augmente et adopte une organisation plus conforme à son but qui est la lutte, sur le terrain économique, contre les détenteurs des instruments de travail.

Madrid qui, il y a à peine quelques années, ne comptait qu'une seule société de résistance, celle des typographes, a vu se former depuis des sociétés de serruriers, de menuisiers, des tailleurs de pierre, des maréchaux-ferrants, des peintres et des tailleurs.

En même temps que de nouvelles corporations ouvrières naissent à la vie sociétaire, on remarque que celles qui étaient déjà constituées et dans lesquelles la division s'était introduite, tendent à acquérir la plus grande cohésion possible. Le cri unanime des travailleurs associés est celui-ci: « Unissons-nous tous afin de combattre avec succès pour nos droits contre l'ennemi commun, les fabricants et les industriels de tous genres. »

La très importante fédération des trois classes de va-peur, de Catalogne, c'est-à-dire la grande armée des travailleurs occupés par la puissante industrie manufacturière des quatre provinces catalanes — se trouvait divisée depuis quelque temps en deux fractions dont chacune avait son organe dans la presse; elle vient de mettre un terme à cette funeste division et de reprendre l'unité qui la rendit jadis si forte et si redoutable aux fabricants. Aujourd'hui, cette fédération a un seul organe *El Obrero*, qui paraît à Barcelone.

L'affaire qui préoccupe le plus en ce moment la bourgeoisie espagnole, c'est la prétention de l'Allemagne de se rendre maîtresse des îles Carolines et le fait d'avoir pris possession d'une de ces îles.

L'acte de Bismarck conforme, sinon au droit international écrit, du moins au droit qui régit dans la pratique le monde bourgeois — la ruse et la force — n'a pas passé — comme il est arrivé avec d'autres semblables — inaperçu de la bourgeoisie espagnole; elle s'est sentie blessée dans ses intérêts, s'est retournée furieuse contre le matamore de l'Europe, et, sans songer probablement aux conséquences de son attitude, elle a jeté contre lui le cri de guerre.

Naturellement la presse espagnole, sauf de très rares exceptions, a appuyé et soutenu de toutes ses forces cette attitude. Le gouvernement, qui a voulu s'y opposer, a été accusé de trahison et il s'est rendu plus antipathique aux éléments bourgeois.

Il va sans dire que la bourgeoisie a cherché à entraîner, dans ses belliqueuses manifestations, la classe ouvrière, et, pour la gagner, elle a fait de grands frais de phraséologie patriotique. Mais le succès n'a pas répondu à ses efforts. On ne peut pas nier qu'il y ait eu des ouvriers qui se soient laissés griser par ces violentes excitations, mais la vérité est que la masse ouvrière a regardé avec une profonde indifférence, même avec dédain, les *emporiements patriotiques* de la classe bourgeoise.

Et ceci est logique. Le temps ne s'écoule pas inutilement, et la propagande faite en Espagne par les socialistes a porté ses fruits. Il y a quelques années, devant un fait comme celui des Carolines, le peuple, excité par la presse et les bourgeois, aurait été l'élément le plus important de ces bruyantes manifestations et aurait poussé son enthousiasme jusqu'au délire. Aujourd'hui, il sait parfaitement que la bourgeoisie espagnole, si elle le pouvait, ferait la même campagne de rapine et de brigandage que la bourgeoisie allemande. Les ouvriers commencent à comprendre que, d'une guerre de pays à pays, la classe déshéritée ne tire d'autres fruits que la perte de milliers de ses enfants et l'entretien de méfiances et de rancunes qui ne servent qu'à prolonger son esclavage.

Le fait suivant arrivé dans la manifestation organisée à Madrid contre Bismarck, est très caractéristique et exprime bien la manière dont le peuple d'aujourd'hui envisage l'idée de patrie. Un groupe de manifestants, dont la rédaction de *El Liberal* faisait partie, était arrivé devant l'hôtel du « Veloz-Club » — cercle aristocratique, — et là, quelques individus se mirent à crier: Vive l'Espagne! Le conducteur d'un omnibus arrêté devant le cercle par la manifestation, jeta à haute voix ce commentaire au vivat patriotique:

— Vive l'Espagne! vive l'Espagne!... C'est vous qui vivez, las de coquins.

Ces derniers jours, la presse ne se montre plus aussi belliqueuse, et il m'est avis que, si de nouveaux incidents ne viennent pas compliquer la question des Carolines, cette affaire qui, à son début, a fait tant de bruit, se terminera sans que personne y fasse la moindre attention, pas même les intéressés.

Dans ma prochaine lettre, je m'occuperai de l'intensité qu'a atteinte ici la crise du travail.

PABLO IGLÉSIAS.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — L'Union syndicale du cartonnage, dans son assemblée générale du 26 septembre 1885, a voté son ralliement à la Coalition socialiste révolutionnaire.

— Nous avons reçu de la rédaction de la *Lutte des classes* et de l'*Aurore*, journaux socialistes polonais, de trois socialistes polonais habitant Paris, et de quarante-deux socialistes habitant Varsovie, la somme de 51 fr. pour la souscription électorale de la Coalition socialiste révolutionnaire. Nous avons versé cette somme au *Cri du Peuple*.

Cet envoi était accompagné d'une lettre dont nous détachons le passage suivant :

« Il faut excuser la modicité de cette collecte vu les conditions spéciales et si pénibles dans lesquelles se trouvent les ouvriers socialistes polonais, sous le régime du czar de toutes les Russies. Le fait même de cette collecte prouve, en tout cas, un premier essai de solidarité active de la part des ouvriers socialistes polonais envers leurs frères, les ouvriers socialistes français. Aussi, à vos efforts pour réaliser l'union des socialistes révolutionnaires, nous répondons par le vœu d'une union plus large encore : l'union internationale des peuples. »

Nous sommes, quant à nous, très touchés de cet acte de solidarité, nous en remercions chaleureusement nos amis de Pologne, et nous les assurons que l'union qu'ils souhaitent est aussi notre plus cher désir et sera toujours le but de nos efforts.

Alais. — La réunion organisée au théâtre d'Alais par l'Union radicale a été marquée par un scandale heureusement fort rare dans l'histoire de nos élections. Bien que froissée par un bureau non élu, l'assemblée avait écouté avec plus d'attention qu'il ne le méritait, l'ancien et futur blackboulé Malzac débiter son boniment opportuniste.

Lorsque la parole a été donnée au citoyen Jules Guesde, ancien rédacteur en chef des *Droits de l'homme* de Montpellier, candidat du parti ouvrier socialiste, une salve d'applaudissements l'a accueilli. Mais Guesde n'avait pas prononcé dix mots que le président Michel, le maire Esperandieu et une quinzaine de leurs acolytes se précipitaient sur lui, hurlant : Vous ne parlerez pas! Vous avez donc bien peur de ce que j'ai à dire? répliqua le candidat socialiste. Les deux tiers de la salle prennent parti pour lui : Parlez! parlez! si on vous enlève la parole, personne ne parlera!!

Sur la scène, aussi braves que libéraux, le ban et l'arrière ban de l'opportunisme menacent. Sous les yeux et avec l'assentiment, pour ne pas dire sur l'ordre des députés sortants et sortis, Bousquet, Pellet et Silhol, le citoyen Guesde est pris au collet et obligé de quitter la tribune.

La salle, tout entière debout, décide de faire justice de ces ignobles brutalités. Ni M. Jamais, ni aucun de ses complices ne peut se faire entendre. On a été forcé de lever la séance.

L'irritation est grande dans la ville et l'opinion générale est que l'opportunisme ne se relèvera pas du coup qu'il s'est lui-même porté par son intolérance. La journée n'a pas été mauvaise pour le parti ouvrier.

Allier. — Les bourgeois, pour combattre leurs adversaires socialistes emploient l'arme des jésuites, la calomnie. Dans la *Démocratie du Centre*, ils accusent Dereure, Dormoy et Lafargue d'être vendus, d'être payés par la réaction monarchiste pour venir attaquer la coalition radicale-opportuniste. Mais ces messieurs en sont pour leurs frais. Dereure et Lafargue ont fait, à Moulins, bonne justice de ces calomnies et de ces calomnieux.

A Moulins, le théâtre, lieu de la réunion, était plein, la scène était envahie, à tel point que le bureau avait juste l'espace nécessaire pour sa table et ses trois membres. M. Mathé, qui est conseiller municipal, de Moulins, avait battu le rappel de tous ses partisans; ils étaient venus nombreux; cependant nos amis du parti ouvrier avaient pu pénétrer. Le bureau fut composé de bourgeois.

Les six candidats radicaux-opportunistes avaient la prétention d'être les seuls à parler; ils s'opposèrent à ce que l'on donna à tour de rôle la parole à un candidat bourgeois et à un candidat socialiste.

Les ouvriers déclarèrent qu'ils empêcheraient les bourgeois de parler, si les socialistes devaient être réduits au silence. Après une heure d'un tapage indescriptible, les candidats radicaux-opportunistes promirent d'être excessivement brefs dans l'exposé de leur programme, afin de permettre aux socialistes de développer le leur. L'assemblée se chargea de l'exécution de cette promesse; elle rappelait constamment les bourgeois à la brièveté, dès qu'ils se lançaient dans de longs développements. Le candidat Simonnet, gros et gras à lard, fut sifflé quand il vint pleurer des larmes de crocodile sur le sort des petits enfants qui se chauffaient les mains devant des tisons éteints et sur celui des vieillards qui demandaient la mort parce que leurs ressources étaient épuisées.

Malgré les efforts de l'assemblée, les six bourgeois ne suspendirent leur flux insipide de phrases que vers les onze heures. Dereure prit le premier la parole, il cita les sales calomnies publiées dans la *Démocratie du Centre* et demanda au candidat Aujame, actionnaire du journal, s'il les endossait. M. Aujame déclara qu'il n'avait rien à voir avec la *Démocratie* et que les candidats ouvriers, s'ils voulaient se battre, devaient s'adresser à M. Deslinières qui était prêt à leur rendre raison. Deslinières se leva alors; dès que Dormoy le vit, il s'élança sur la scène : — Oui, j'accepte le duel, mais je me bats avec les armes que je connais, avec les poings. Deslinières pâlit et se retira aux rires ironiques de la salle.

La parole fut donnée à Lafargue :

Les Deslinières et les Praile qui nous insultent, dit-il, sont des valets de plume payés pour calomnier les socialistes; ils gagnent leur pâtée à ce métier; mais ils sont trop bas pour nous toucher par leurs calomnies, les Deslinières et les Praile sont des drôles que l'on bat mais avec lesquels on ne se bat pas. C'est aux maîtres de ces valets que nous nous adressons.

M. Aujame, plus bouillant qu'Achille, courut à Lafargue: Vous m'insultez; je n'ai pas de valets, vous allez vous rétracter.

La plaisanterie était trop forte; et cependant elle servit de prétexte pour lever la séance. Le président ayant demandé à Lafargue de se rétracter, celui-ci déclara qu'il n'avait rien à retirer. Le président se couvrit majestueusement et, comme les ouvriers ne voulaient pas évacuer la salle, les candidats bourgeois appelèrent les sergots pour la vider. La foule se retira aux cris de: vive les candidats socialistes! vive la Révolution sociale!

Le 25, à Commeny, les bourgeois avaient à merveille monté leur coup. M. Aujame est du pays; il l'exploite de plus d'une façon, avec un commerce de nouveautés, de meubles, de vin et une chainerie; on dit qu'il est fortement intéressé dans la Banque de Commeny qui presse le petit commerce et la petite industrie. Il ne lui fut pas difficile de trouver, parmi les clients sous sa dépendance, trois cents claqueurs pour occuper une salle qui ne peut tenir guère plus de monde. Une heure avant la réunion ses amis arrivaient et étaient placés par un gros individu employé à la mairie; il fut nommé président pour sa peine. Quelques rares membres du parti ouvrier purent se glisser dans la salle. Un sergent de ville en costume était, par mesure de précaution, chargé de maintenir l'ordre. MM. Aujame et Mathé furent écoutés dans le plus religieux silence; l'auditoire bâillait même.

Mais il se réveilla dès que Lafargue demanda la parole. Les interruptions, les injures commencèrent. Malgré le bruit, Lafargue parla et sut se faire applaudir par une partie de l'assemblée; le nombre des applaudissements allait en augmentant, cela ne faisait pas l'affaire des opportunistes. M. Aujame interrompit Lafargue pour lui demander s'il était sur la liste de Rochefort. — Non, répondit-il, mais Rochefort est sur la liste de la Coalition socialiste révolutionnaire. — Sur ce mot, le président leva la séance, sans permettre à Dormoy de dire un mot.

Le 26, à Montluçon, les socialistes prirent leur revanche. Ils avaient convoqué à une grande réunion les électeurs et les candidats; 1,500 électeurs répondirent à l'appel, la salle était pleine mais les contradictoires étaient absents. Ce que les radicaux-opportunistes redoutent le plus, c'est de se trouver en présence des socialistes; ils les fuient comme la peste. Dormoy et Lafargue furent seuls à prendre la parole et à faire applaudir les théories du parti ouvrier. Dereure, laissé à Moulins, faisait avec Morel une tournée dans les communes avoisinantes.

Dans plusieurs endroits où les candidats socialistes n'ont pu se rendre, les candidats radicaux-opportunistes ont été attaqués d'importance: ainsi à Domérat, à Ussel, les radicaux sincères, indignés de voir sur la même liste des hommes qu'ils avaient l'habitude de respecter et des opportunistes compromis, se sont chargés de faire bonne justice de la liste radicale-opportuniste.

Le 27 et le 28, les citoyens Morel et Dereure ont visité les communes de Garnat et de Baulon où ils ont été bien accueillis par les cultivateurs. Nous sommes loin du temps où réactionnaires de toutes nuances disaient que les socialistes seraient reçus à coups de fourche. A Dompierre ils se sont entendus avec des citoyens de Diou, Pierrefitte, Saligny, Monétay, qui se sont chargés de la propagande. A la réunion de Dompierre, le citoyen Morel a brièvement exposé ce que veut le parti ouvrier et à la sortie un groupe d'ouvriers se sont mis à la disposition du parti pour la propagande. En résumé, excellente besogne pour un coin du département où jamais aucun socialiste n'avait pénétré. Il est bon d'ajouter que lorsque les socialistes arrivèrent à Dompierre, ils n'y connaissaient absolument personne.

Le 29 septembre on était de nouveau à Montluçon. Montluçon est la ville redoutée des réactionnaires opportunistes aussi bien que radicaux de l'Allier. Le parti ouvrier y compte de nombreux militants solidement organisés. Les candidats radicaux-opportunistes tremblaient à l'idée de venir livrer bataille aux socialistes; ils prirent toutes les précautions pour que leur réunion ne fut pas contradictoire. Ils remplirent la salle de leurs amis, qu'ils firent entrer par la porte de derrière; ils appelèrent à leur secours la police qui veillait à toutes les portes. Mais tout fut vain. Les ouvriers étaient en assez grand nombre pour empêcher les bourgeois de parler quand il fut constaté que l'on ne voulait pas donner la parole à Dormoy. Le président fut obligé de lever la séance au milieu d'un bruit épouvantable. Dormoy annonça alors qu'il fallait continuer la réunion à la salle du Prado; plus de six cents ouvriers traversèrent la ville pour se rendre au lieu de la nouvelle réunion où l'on vota un blâme énergique contre la conduite des can-

didats bourgeois qui voulaient étouffer les revendications ouvrières.

L'importante résolution qui suit fut votée à l'unanimité :

Considérant que le gouvernement légal de la France est dominé par le gouvernement occulte des tripoteurs internationaux de la Haute Banque, qui achètent les députés et les sénateurs et qui se servent de leurs noms dans les prospectus financiers pour capter la confiance du public;

Considérant que tant que les députés et les sénateurs feront partie des conseils d'administration de sociétés financières et industrielles, aucune réforme ne sera possible et qu'au contraire les financiers continueront à lancer la France dans des expéditions de Tunisie et du Tonkin qui leur rapportent de si gros bénéfices;

Les électeurs de Montluçon, réunis le 29, salle du Prado, s'étonnent de ce que le citoyen Préveraud qui, dans la dernière législature, avait demandé qu'aucun député ne fit partie d'une compagnie financière, ait rayé cette réforme de son programme.

Ils demandent que tous les candidats de l'Allier, tant conservateurs qu'opportunistes, radicaux et socialistes, s'engagent à ne faire partie d'aucune Société financière et à réclamer qu'il soit interdit à tout député et à tout sénateur de cumuler des fonctions financières et les fonctions législatives.

Les trois candidats socialistes présents, Dereure, Dormoy et Lafargue ont accepté en leur nom et au nom de leurs collègues socialistes absents les conditions imposées par les électeurs.

Lyon. — Les socialistes lyonnais ont commencé dimanche passé l'agitation électorale par une réunion salle de l'Amphithéâtre.

Dès 2 heures, la salle qui contient environ 1,500 personnes, est envahie. L'Union électorale des travailleurs socialistes avait organisé cette réunion publique à l'effet d'élaborer une liste socialiste pour les élections législatives. La réunion acclame le citoyen Ordinaire, ex-député du Rhône, comme président.

Plusieurs discours sont prononcés sur l'utilité d'une liste socialiste; la réunion décide, ensuite, d'entendre les citoyens présentés comme candidats.

Après avoir entendu et posé des questions à ces citoyens, la réunion désigne comme candidats les citoyens : Rochefort, Ordinaire, Bonnard, Bartolino, Brugnot, Fritz Lorcher, Leblanc, Monon, Maret et Rogeiet.

Cette liste étant la seule franchement socialiste est sûre d'obtenir un immense succès.

Roanne. — Lundi dernier, le ban et l'arrière-ban opportuniste de Roanne et de ses environs étaient convoqués, dans la salle de Venise, pour entendre parler MM. les candidats.

Notons d'abord que la réunion était privée, tout ce qu'il y a de plus privée. Le parti ouvrier et le journal *Le Dëshérité* avaient été oubliés; mais ce dernier était, avec quelques amis, allé à la porte, muni de cartes d'électeur pensant que cela suffirait pour entrer dans la réunion. Ce n'était pas pour Messieurs les opportunistes, montrer une patte assez blanche. A la fin, las d'attendre à la porte et voyant que l'heure de la réunion approchait, les socialistes décidèrent de transformer la réunion privée en réunion publique; ils enlevèrent tous les bourgeois chargés de retirer les cartes à l'entrée, et pénétrèrent tous dans la salle. Les bourgeois à l'intérieur, pris d'une peur atroce, croyaient à une véritable révolution. Il n'en fut rien, la réunion a été des plus calmes, à part quelques rares interruptions lancées surtout à M. Audiffred.

Cet orateur est venu bredouiller à la tribune quelques phrases inintelligibles, puis est retourné à son banc accompagné des cris de : Au Tonkin! Au Tonkin!

Duché lui succède, il parle de la gestion budgétaire, en réponse aux calomnies lancées par la presse réactionnaire.

Level traite d'abord du service militaire réduit à trois ans, de la suppression du volontariat et de la création d'une armée coloniale. Il attaque ensuite la réaction en disant que c'est le 16 Mai qui relève la tête, et termine par ces mots : nous nous consolons, si les suffrages des électeurs, ne venant pas à nous, ne vont pas à la réaction.

Crozet-Fourneyron énumère les charges léguées par les régimes déchus et les dégrèvements opérés par la République. A une interruption réactionnaire, il répond que la République lave le linge sale des anciens régimes.

Raymond fait l'apologie des expéditions lointaines, telles que la Tunisie qui, bientôt, nous rapportera de gros bénéfices et qui ne nous a coûté que peu d'hommes et d'argent. Après nous avoir parlé de deux statues qu'il faudrait élever à Dupuis et à Francis Garnier, deux victimes du Tonkin, il aborde la question économique; il ne voudrait plus voir de ces luttes fratricides entre patrons et ouvriers. C'est par l'union des patrons et des ouvriers que nous remédierons au mal.

La parole est alors donnée à M. Laur, dit Lapin de gouttière, nom qui lui vient du congrès de Saint-Etienne : ce curieux bourgeois, pour voir ce qui se passait dans l'intérieur, était monté sur la toiture du cirque, les socialistes l'ayant aperçu, retirèrent l'échelle; et M. Laur fut pris dans les gouttières du toit. Ce futur député nous vante la liberté de presse, de réunion et de parole; il est pour la stabilité gouvernementale, il prétend assurer par la politique le travail aux ouvriers, en suivant la ligne de conduite tracée par Auguste Comte.

Tout citoyen, dit-il, possède la trente-huit millionième partie de tous les chemins de fer, routes, canaux, qui font partie de la collectivité nationale. Il attaque la gratuité absolue de l'enseignement, sous prétexte qu'elle coûterait 4 milliards et demi par an, et termine en engageant ceux qui ne veulent ni la guerre civile, ni la réaction, à voter pour lui.

Le-citoyen Déparis, au nom du parti ouvrier, répond

aux opportunistes que tant qu'il n'y aura pas la liberté économique, il n'y en aura véritablement aucune; à propos de l'enseignement à la charge de l'Etat, les bourgeois disent que jamais on ne pourra trouver les 4 milliards et demi, ce serait très facile par le retour à l'Etat des chemins de fer, des mines, par la suppression du clergé, de l'armée permanente, de la dette publique, etc., etc.

Il déclare que les radicaux à la Maujan et à la Pelletan sont d'accord pour le maintien des armées permanentes, ce qui doit mettre les travailleurs en défiance contre eux. Car, aujourd'hui, l'armée est dirigée plutôt contre l'intérieur que contre l'extérieur, elle a surtout pour but la répression de toutes les revendications ouvrières.

ÉTRANGER

Angleterre. — Dans notre dernier numéro, nous parlions de l'attaque policière du 20 septembre contre une réunion des socialistes anglais en plein air. Plusieurs orateurs socialistes furent alors arrêtés et condamnés pour avoir opposé une vive résistance à la police. Les clubs socialistes et radicaux ont convoqué une autre réunion pour le 27 sur la même place à Dod-Street, Limehouse, East-End, pour y faire « défendre paisiblement mais fermement le droit de la liberté de parole », comme disait l'invitation de la démocratie socialiste anglaise.

Et, en effet, le 27, à 11 heures et demie, une masse de 30,000 citoyens, d'après le *Daily Telegraph* du 18 septembre, se réunit, bannières rouges et bonnet phrygien en tête, dans Dod-Street, Limehouse, et écouta attentivement les discours prononcés par les socialistes bien connus, docteur Aveling, Hyndman, etc., et aussi par des notabilités radicales comme M. John Matthias, président du club radical de l'Est de Londres et vétéran chartiste. C'est lui qui a été acclamé président du meeting.

Par une résolution énergique le meeting exige l'élargissement des socialistes arrêtés il y a huit jours, et manifeste la volonté de continuer ces meetings hebdomadaires pour affirmer le droit de se réunir en plein air malgré la police, malgré la bourgeoisie et malgré le gouvernement.

La police a préféré s'absenter et le meeting s'est terminé en bon ordre.

Hollande. — Le 18 septembre, les socialistes hollandais et plusieurs chambres syndicales ont organisé à Amsterdam une grande manifestation en faveur du suffrage universel. Une masse de dix mille ouvriers marchaient en ordre par les rues d'Amsterdam, portant des drapeaux rouges et noirs et d'autres emblèmes et chantant la *Marseillaise*. Le surlendemain une autre démonstration avait lieu à La Haye.

A peu près 2,000 délégués des cercles et groupes socialistes de toutes les villes de la Hollande, se sont réunis le jour de l'ouverture du Parlement hollandais avec l'intention de réclamer le suffrage universel. Ces délégués ont fermement rempli leur mandat. Le défilé par les rues de la capitale a été imposant, et même les adversaires du parti ouvrier se sont inclinés avec respect devant ce défilé comme devant les discours prononcés par divers orateurs.

Une résolution adoptée dans différents meetings dit : « C'est la dernière fois que nous voulons pétitionner pour le suffrage universel; mais si vous ne voulez pas absolument nous le donner, nous le prendrons par la force. »

Naturellement, la presse bourgeoise accuse les socialistes hollandais d'être des agents de Bismarck et d'agir pour le compte de ce dernier! Quels infâmes plumeux! Et cependant ils savent bien que nos amis politiques de Hollande mènent, depuis plusieurs années, une campagne pour l'établissement du suffrage universel. Mais la haine de la bourgeoisie contre les ouvriers et surtout contre le parti ouvrier socialiste, s'est considérablement accrue dans ces derniers temps.

Le parti à la tête duquel se trouve l'infatigable Domela Nieuwenhuis, a pris en main l'organisation des démonstrations politiques et économiques des *sans travail*. La misère en Hollande est au-dessus de toute description, et voilà pourquoi les ouvriers se remuent partout.

Variétés

Manifeste du parti communiste

II. — PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES (Suite)

Par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté du commerce, le libre échange.

Mais abolissez le trafic, et vous abolissez du même coup le trafic libre. Au reste, toutes les belles phrases sur le libre échange, de même que toutes les forfanteries libérales de nos bourgeois, n'ont un sens que par opposition au commerce entravé, au bourgeois asservi du moyen âge; elles n'en ont aucun lorsqu'il s'agit de l'abolition du trafic, de l'abolition des rapports de la production bourgeoise et de la bourgeoisie elle-même.

Vous êtes épouvantés parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société actuelle, la propriété privée est établie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour les neuf dixièmes, qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une propriété qui ne peut se constituer qu'en privant l'immense majorité de la société de toute propriété.

En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. Et, en effet, c'est bien là notre intention.

Du moment que le travail ne peut plus être transformé en capital, en argent, en propriété foncière, bref, en pouvoir social capable d'être monopolisé, c'est-à-dire, du moment que la propriété individuelle ne peut plus être convertie en propriété bourgeoise, vous vous empressiez de déclarer que l'individualisme est aboli.

Vous avouez donc que lorsque vous parlez de l'individu vous n'entendez parler que du bourgeois. Et cet individu-là, il est vrai, nous voulons le supprimer.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier les produits sociaux, il n'ôte que le pouvoir d'accaparer par cette appropriation le travail d'autrui.

Vous prétendez encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde. Si cela était, il y a beau jour que la société bourgeoise serait morte de fainéantise, car ceux qui y travaillent ne gagnent pas et ceux qui y gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie, qu'il n'y a pas de travail salarié là où il n'y a pas de capital.

Les accusations portées contre le mode communiste de production et d'appropriation des produits matériels, ont été également portées contre la production et l'appropriation intellectuelles. De même que, pour le bourgeois, l'abolition de la propriété de classe est l'abolition de toute propriété, de même l'abolition de l'éducation de classe est l'abolition de toute éducation.

L'éducation dont il déplore la perte signifie pour l'immense majorité le façonnement à devenir machine.

Mais cessez de nous critiquer tant que vous jugez l'abolition de la propriété privée d'après vos notions bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées sont elles-mêmes les produits des rapports de la production et de la propriété bourgeoises, comme votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, et comme cette volonté est elle-même créée par les conditions matérielles de la vie de votre classe.

La conception intéressée qui vous fait voir dans vos rapports de production et de propriété des lois éternelles de la raison et de la nature, au lieu de rapports transitoires dans le cours de la production, est une conception que vous partagez avec toutes les classes jadis régnantes et disparues aujourd'hui. Ce que vous concevez pour la propriété antique, ce que vous concevez pour la propriété féodale, vous ne le concevez plus pour la propriété bourgeoise.

Abolir la famille! Même les plus radicaux s'indignent de cette exécration intention des communistes.

Quelle est la base de la famille bourgeoise de notre époque? Le capital, le gain individuel. La famille n'existe à l'état complet que pour la bourgeoisie, mais elle trouve son complément dans la prostitution publique et dans la suppression des relations de famille pour le prolétaire.

La famille du bourgeois disparaît naturellement avec la disparition de son complément nécessaire, et l'un et l'autre disparaissent avec l'abolition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents? Nous avouons le crime.

Vous prétendez que nous brisons les liens les plus chers en substituant à l'éducation domestique l'éducation sociale.

Est-ce que votre éducation n'est pas, elle aussi, déterminée par la société, par les conditions sociales dans lesquelles vous instruisez, par l'intervention directe ou indirecte de la société à l'aide des écoles, etc.? Les communistes n'inventent pas l'influence de la société sur l'éducation, ils en changent seulement le caractère, ils arrachent l'éducation à l'influence de la classe régnante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les tendres liens qui unissent les enfants aux parents, deviennent d'autant plus écœurantes qu'avec la grande industrie toutes les relations familiales sont de plus en plus détruites, et que les enfants sont de plus en plus transformés en simples

objets de commerce, en simples instruments de travail.

Mais de la bourgeoisie tout entière s'élève une clameur : vous autres communistes vous voulez introduire la communauté des femmes!

(A suivre).

COMMUNICATIONS

La citoyenne Léonie Manière nous prie d'annoncer que, par lettre adressée au secrétaire de la Fédération républicaine socialiste, elle décline aujourd'hui, « sa mission électorale » étant terminée, la candidature qu'elle n'avait acceptée que « comme moyen de propager les idées socialistes. »

L'UNION SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE Organe du comité électoral central du département de la Seine

Paraissant le mercredi et le samedi de chaque semaine.
En vente chez tous les libraires et marchands de journaux.

Le numéro 5 centimes

LIBRAIRIE SOCIALISTE INTERNATIONALE ACHILLE LE ROY

145, bis, rue Saint-Jacques, PARIS
Envoi franco de toutes les brochures socialistes, ainsi que du catalogue.

REVUE FINANCIÈRE

Avant la Révolution bourgeoise de 1789, les fonds d'Etats n'existaient pas. Les dépenses occasionnées par les travaux publics ou par les guerres étaient supportées par le roi ou les seigneurs féodaux. Et c'était tout naturel puisqu'ils possédaient tous les revenus du territoire français. Ayant les profits, ils devaient avoir les charges.

Les bénéficiaires égoïstes de la Révolution modifièrent cette situation normale; ils se partagèrent les biens enlevés à leurs anciens possesseurs, (biens qui auraient dû au moins rester nationaux) mais ils se débarrassèrent sur le dos du peuple des charges qui leur incombaient comme nouveaux propriétaires.

Pour parer aux dépenses nécessaires, ils firent emprunter par l'Etat, être alors absolument incapable et sans ressources; et avec les revenus qu'ils avaient détournés à leur profit personnel, ils prêtèrent à l'Etat moyennant un intérêt annuel.

Pour assurer le paiement de cet intérêt, ils établirent des impôts pesant principalement sur le peuple au moyen de taxes sur les objets de nécessité; de sorte qu'en somme ce furent ceux qui n'avaient pas profité de la Révolution qui se trouvèrent destinés fatalement à en payer les conséquences.

La suprématie du capital sur le travail était dès lors établie.

Le possesseur du capital n'avait plus qu'à prêter à l'Etat et à vivre ainsi aux dépens des travailleurs qui, par les impôts, devaient fournir des revenus à l'Etat.

Le rentier, paresseux, égoïste et conservateur, était créé.

Ce système prit une extension rapide; de 1795 à 1814, il fut émis plus de 63 millions de rente; de 1814 à 1830, époque à laquelle on donna des titres de rente aux dépouillés de 1789 pour les indemniser, 136 millions de rente furent créés; de 1830 à 1848, il y en eut pour 45 millions; de 1848 à 1851, le peuple profita de sa courte délivrance pour rembourser 5 millions de rente sur les 24 millions légués par les régimes monarchiques. (Les révolutionnaires de février étaient bien naïfs ou bien maladroits; ceux de juin, s'ils avaient été victorieux, auraient certainement agi plus logiquement en annulant tout simplement ces inscriptions de rente créées contre tout droit social et contre toute justice.)

Le despotisme de l'Empire reprit les anciens errements, et, de 1852 à 1870, sous prétexte d'embellissements uniquement destinés à enrichir des tripoteurs haussmanniques, il fut créé 147 millions de rentes nouvelles.

De 1871 à 1880, pour la liquidation des suites de la guerre funeste entreprise par l'empire pour se sauver de la révolution, on fut obligé de créer 359 millions de rente, et depuis 1880, malgré les énormes charges qui pèsent sur la nation française, on n'a pu réduire les rentes à payer annuellement que de 40 millions, de sorte qu'il reste encore un joli total de 705 millions à payer tous les ans à messieurs les rentiers.

PENAUD.

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE A. LECOURTOIS

Libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 c. broché, 2 fr. 25 c. richement relié, (14^e édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi f^o contre 1 fr. 25.